



Toutes et tous, ensemble, mobilisé.es le 4 février

Après des mobilisations professionnelles nombreuses, la santé le 21 janvier, l'éducation nationale le 26, l'énergie le 28, l'intersyndicale appelle, à un temps fort commun de grève et de manifestation le 4 février 2021.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté. Les gagnants sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt.

47% des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim. A cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte. Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services. **Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public.** Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

Les soignants dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés. Exposés depuis le début de la pandémie, les 1ers de corvée devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021.

La ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, **une revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021.** Ce qui fera passer le taux horaire de 10,15 à 10,25 €.

Les fonctionnaires dénoncent un **point d'indice reste** gelé depuis plus de 10 ans

Les personnels de l'éducation nationale dénoncent le **simulacre de concertation autour d'un Grenelle de l'éducation déserté par une majorité d'organisations syndicales.**

MANIFESTATION À CAEN

Le jeudi 4 février

10 H 30 Place Saint-Pierre

Dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes, nous affirmons, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe aussi par le partage et la réduction du temps de travail.

Dans le secteur de la santé par exemple, alors que le gouvernement tergiverse sur les mesures à prendre pour éviter l'engorgement des services de réanimation, c'est 400 000 emplois à créer dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie. Les besoins sont importants aussi dans toute la fonction publique.

Il est indéniable aujourd'hui, après la pénurie de masques du printemps dernier, qu'il faut relocaliser une partie de notre production et en particulier notre industrie. Être en capacité de produire des médicaments, du matériel médical et de protection après la période que nous traversons ne peut plus faire débat.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

L'intersyndicale du Calvados revendique :

- ✓ **Un véritable plan de sortie de crise ;**
- ✓ **La hausse des salaires et notamment du SMIC ;**
- ✓ **Le dégel du point d'indice ;**
- ✓ **La réduction et le partage du temps de travail ;**
- ✓ **L'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit ;**
- ✓ **Des plans d'urgence pour l'hôpital et l'école.**